

## Tendances

Paris a choisi le quotidien saoudien international *Asharq al-Awsat*, propriété du clan Salman, pour lancer un (autre) ballon d'essai avec l'annonce d'une (nouvelle) **initiative française pour la Syrie**. L'initiative, qui serait « annoncée au moment opportun » par le Président Emmanuel Macron, devrait permettre à la France (dont la gestion de ce dossier aura été des plus erratiques) et à l'Europe de **revenir sur le dossier syrien après une marginalisation de plusieurs mois** du fait, notamment, de l'offensive russe menée sur tous les fronts, y compris diplomatique et militaire. Il est question de **coordonner ce come-back franco-européen avec la Russie et l'Iran**, selon les précisions fournies et les commentaires d'analystes. Mais, pour les Français, « **le principal obstacle** » reste les Etats-Unis qui ne possèdent toujours pas de vision politique pour la Syrie et qui se contentent principalement de combattre l'Etat Islamique et le terrorisme, selon des sources françaises citées par *Asharq al-Awsat*.

« L'initiative française » peut servir au maintien de la France, et avec elle l'Europe, dans le jeu syrien. En allant au-delà de la seule guerre contre le terrorisme, et en supposant un changement de régime en Syrie, la Présidence française, qui vient de recevoir des représentants « non représentatifs de l'Opposition syrienne » (selon Riad Hijab, coordinateur du Haut comité de l'opposition en vue des négociations), cherche à **mettre en avant une certaine « valeur ajoutée » par rapport aux autres acteurs internationaux** : la Russie, qui souhaite le maintien du régime Assad, et les Etats-Unis, qui accordent une priorité absolue désormais à la guerre contre le terrorisme en « Syrak ». Il n'y a pas de mal à annoncer une telle initiative aujourd'hui, de manière non officielle, surtout qu'elle aiderait à **consolider l'image de « troisième voie » qui profiterait à la France** dans le contexte géopolitique actuel. Mais, **cette annonce se transformera-t-elle en une véritable initiative** ? Qui la soutiendrait parmi les acteurs internationaux et régionaux qui comptent ?

**Ces indiscretions parisiennes ne sont pas particulièrement risquées pour la crédibilité de la France, sauf si les « initiatives » françaises qui se multiplient restaient, toutes, lettres mortes...** Car, en effet, le Président Macron, dont on pense qu'il optimiserait son approche des questions moyen-orientales, n'a pas que « l'initiative syrienne » dans sa poche : il pense à une « initiative libyenne », à une « initiative qatarie ». D'autres « initiatives » sont également attendues...

## La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

### • Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

### • E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

### • La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

### • Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

### • Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

**L'initiative libyenne**, objet d'un brainstorming interne entre les divers Ministères concernés, devrait impliquer aussi normalement les partenaires européens comme l'Italie, et d'autres acteurs dont le Royaume-Uni, la Russie, les Etats-Unis, l'Egypte, le Maroc, l'Algérie, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, l'ONU, l'OTAN, etc. Des « initiatives libyennes » il doit s'en préparer en coulisses, et celle qu'envisage la France de proposer, ne sort pas du lot, semble-t-il.

Quant à « **l'initiative qatarie** » que l'Elysée cherche à promouvoir afin de contribuer à apaiser les tensions entre les partenaires arabes de la France, elle n'en est pas une en réalité. Pour qu'on parle de « médiation française » dans la crise du Golfe, ces contacts engagés par le Président Macron et son Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères avec les diverses parties impliquées ou concernées sont bien évidemment insuffisants.

Un peu comme l'initiative sur la Syrie ou l'initiative sur la Libye, l'intervention française sur le dossier qatari offre une précieuse visibilité à la France. C'est déjà ça.

En appuyant la médiation koweïtienne, la France fait preuve d'une prudence certaine. Et, en profitant de certains écarts observés dans la gestion du dossier qatari par l'administration Trump, pour revendiquer une plus grande responsabilité vis-à-vis de la région du Golfe et de ses partenaires arabes, la France fait preuve d'un indéniable opportunisme.

**Cette position pragmatique semble la plus appropriée dans le contexte actuel, d'autant que ni les Etats-Unis, ni même les partenaires arabes les plus proches de Paris, ne semblent souhaiter une « médiation française ».** Qui voudrait, en effet, offrir au Président Macron l'occasion de remporter une si belle victoire diplomatique sur un dossier où la France n'est qu'un acteur secondaire ?

Multiplier les annonces diplomatiques, les initiatives, les prises de position, sert à **accroître la visibilité de la France et de l'administration Macron.** Mais, (...)

*La suite de **Tendances** est réservée aux clients de MESP*

## E-Diplomacy

La crise du Golfe, opposant le Qatar d'une part, et l'axe saoudo-émirati d'autre part, se joue, aussi, sur les réseaux sociaux. Nous ignorons volontairement les échanges violents, et irrationnels aussi, entre les deux camps et leurs bases populaires, pour nous intéresser à une partie réduite de la twittosphère : celle des positions officielles rapportées sur les comptes officiels des Ambassades à Paris d'Arabie saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar.

Nous nous intéressons également à la gestion de ce dossier, prudente et responsable, même si elle est par moment insignifiante, par les comptes Twitter des Ambassades de France à Riyad, Abou Dhabi et Doha.

La France, qui reste un acteur mineur dans ce conflit, n'est pas au cœur de la stratégie de lobbying des belligérants qui communiquent, via leurs relais diplomatiques parisiens, avec modération.

Pour la France, qui reste à égale distance des protagonistes, ses ambassades dans les capitales arabes concernées sont excessivement prudentes, jusqu'à se priver de communiquer là-dessus. Leurs tweets sur ce dossier se font particulièrement rares.

### **Ambassade du Qatar à Paris**

Dès le 05/06, le compte sur Twitter de l'Ambassade du Qatar à Paris @QatarAmbFrance traite exclusivement la question de la crise, reprenant, en Français (et quelques fois en Arabe), les communiqués et annonces du Ministère des Affaires étrangères et les interviews du MAE Mohammad Al Thani (CNN, BBC, Reuters, Financial Times). La visite de Mohammad Ben Abdelrahman Al Thani à Paris pour des discussions avec le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian est une occasion pour MBA de communiquer en direction de la France, relayé par son ambassade.

@QatarAmbFrance s'est surtout distingué parmi les comptes d'autres ambassades arabes concernées par la crise, par la diffusion le 16/06 d'une série de tweets reprenant, en Français, les positions de Doha sur des thèmes sensibles : droit à l'enseignement au Qatar (des citoyens saoudiens, bahreïnais et émiratis), les pénalités prononcées par Riyad, Abou Dhabi et Manama à l'issue de sympathie en faveur du Qatar (prisons, amende), les violations de droit à la liberté d'opinion et d'expression, et droit à la liberté de la presse (médias interdits), les violations des droits de l'homme suite à la rupture des relations diplomatiques, les violations du droit à la circulation, résidence et propriété.



La syntaxe n'est pas parfaite (erreurs de frappes et de français), certes, et l'engagement des abonnés est particulièrement réduit (1-5 Likes, 2-5 Retweets). Mais la réactivité du compte est intéressante à souligner. Le Ministère qatari des Affaires étrangères centralise, efficacement, la communication de ses chancelleries, en tout cas de manière bien plus visible que pour les ambassades saoudiennes et émiraties.

### Ambassade des Emirats Arabes Unis à Paris

Pour sa part, l'Ambassade des EAU à Paris, @UAEEmbassyParis, a communiqué une seule fois sur la crise, le 07/06, en retweetant l'interview, en Anglais, du Ministre émirati des Affaires étrangères à France24.



## Ambassade d'Arabie saoudite à Paris

Enfin, l'Ambassade d'Arabie saoudite à Paris surexploite son compte sur Twitter @KSAembassyFRA, au risque de faire du matraquage. Le gestionnaire du compte reprend les communiqués et déclarations du Ministère saoudien des affaires étrangères (RT @KSAMOFA) y compris et surtout les plus virulents à l'égard de l'Iran : « *Iran sponsors terrorism and fuels sectarianism* » (17/06).



Sur la crise du Qatar, @KSAembassyFRA, qui affirme dans d'autres tweets que « l'Arabie saoudite continuera de venir en aide aux populations les plus démunies, comme en Syrie et au Yémen » (à l'occasion de la Journée mondiale contre la faim, le 16/06) et que « l'Arabie saoudite condamne le terrorisme, l'extrémisme et le sectarisme » (15/06), reprend les positions du MAE comme le 17/06 (RT @KSAMOFA) : « *Solving the crisis with Qatar lies in stopping the support of terrorism and extremism* ».

Dans d'autres tweets, @KSAembassyFRA est sur la défensive et cherche à expliquer et parfois à justifier certaines positions saoudiennes ou aussi à démentir et rectifier certaines positions et déclarations qataries : « *This is not true, @AlJazeera is promoting misleading propaganda* » pouvait-on lire dans un tweet du 11/06, alors que dans d'autres tweets du même jour on comprend que « L'Arabie saoudite confirme son engagement total à fournir toutes les facilités aux pèlerins du Qatar » et que « Non, l'Arabie n'a pas du tout interdit la visite de la Mecque aux Qataris ».



## Ambassade de France à Riyad

Le compte de l'Ambassade de France à Riyad @FranceinKSA est resté totalement muet sur la crise actuelle. Depuis l'éclatement de la crise, @FranceinKSA n'a tweeté que le 06/06 et le 17/06 sur des questions électorales françaises. Les positions et déclarations officielles de Paris sur cette affaire sont elles aussi occultées.

## Ambassade de France à Abou Dhabi

Pareil, pratiquement, pour le compte de l'Ambassade de France à Abou Dhabi @FranceEmirats, dynamique et bien présent sur la toile, mais qui a choisi de ne pas couvrir cette délicate question. A l'exception d'un tweet au début de la crise et qui concerne surtout les ressortissants français, et d'un retweet des déclarations du Président Macron à l'occasion de sa visite officielle au Maroc où la crise qatarie est abordée.





## Ambassade de France à Doha

Ce n'est pas le cas de l'Ambassade de France à Doha (la plus directement concernée parmi les ambassades françaises dans la région) dont le compte sur Twitter @FranceauQatar reprenait dès le 05/06 l'annonce par l'Arabie saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Égypte de la rupture de leurs relations diplomatiques avec le Qatar, avant de tweeter des messages à l'attention de la communauté française.



Le 12/06, @FranceauQatar communiquait sur la rencontre à Paris entre les Ministres des Affaires étrangères qatari et français : communication du Quai d'Orsay (Français, Arabe), et communication (Retweet) du MAE qatari sur son compte @MBA\_AlThani (Anglais, Arabe).



*La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP*



## La France vue par les 24

Après avoir pris du recul lors de l'éclatement de la crise du Golfe entre ses partenaires arabes de référence, et s'être abstenue d'intervenir, la France revient sur le devant de la scène en multipliant les contacts avec les acteurs qui comptent, tout en prenant soin de rester à égale distance entre les belligérants.

A la recherche du plus petit dénominateur commun entre leurs alliés arabes, le président Emmanuel Macron et son ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian pensent faire d'une pierre deux coups en maintenant donc la France à égale distance des deux camps, et en espérant limiter l'interventionnisme d'autres acteurs extérieurs ou en profiter si l'occasion se présentait. Ils visent principalement les Etats-Unis, tentés de mener une intervention dont on ne peut aujourd'hui garantir l'aboutissement et dont le président Donald Trump en récolterait les fruits.

Scrutée de plus près, l'action française, telle que perçue d'ici, se montre opportuniste, pragmatique, prudente et utile.

En effet, après l'attitude réservée des premiers jours, Macron semble avoir perçu une fenêtre de tir pour une intervention française, à la faveur de la gestion erratique de cette crise par l'administration Trump. Son approche est diplomatique et médiatique, et elle a permis à la France de ne pas sortir du jeu, et, au contraire, d'affirmer sa présence en ces temps de crise. Les parties concernées, qui ont accueilli plutôt favorablement l'intervention française, même si certaines d'entre elles pouvaient redouter l'internationalisation de la crise, ne vont pas aujourd'hui jusqu'à soutenir une véritable médiation que mènerait la France.

Une médiation française ne serait pas à l'ordre du jour pour le moment, même si on parle « d'efforts » français en vue de contribuer au règlement de la crise. L'attitude optimale, à ce stade (...).

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

---

## Grands contrats

### ▪ Défense & Armement

#### - Arabie saoudite :

- Moscou s'impatiente et insiste sur « sa part » de contrats saoudiens

#### - Qatar :

- F-15 : un programme à forte teneur politique

*Le Ministère qatari de la Défense a annoncé (14/06) la signature d'un deal pour l'achat de F-15 américains pour \$12md. Le Pentagone a précisé dans un communiqué (14/06) que « l'accord accroîtra la coopération sécuritaire et l'interopérabilité entre les Etats-Unis et le Qatar ».*

*Les médias internationaux (Reuters, Bloomberg) qui rapportent l'information le 15/06 ne manquent pas de souligner que le deal a été finalisé « malgré le fait que ce pays du Golfe ait été récemment critiqué par le Président américain Donald Trump pour son soutien au terrorisme ».*

*L'annonce du deal, que Boeing n'a pas commenté immédiatement, est faite à l'occasion de la visite du Ministre qatari de la Défense Khaled Al Attiyah à Washington et ses discussions avec le Secrétaire à la Défense Jim Mattis, des discussions axées sur l'évolution des opérations contre l'Etat Islamique et la nécessité de réduire les tensions entre les partenaires dans le Golfe.*

*Le deal porte sur 36 avions, après l'approbation en novembre dernier d'un programme portant au total sur 72 F-15 pour \$21,1md. Le programme a eu le feu vert du Congrès sous Obama. Trump en récolte les fruits, tout en réassurant le Qatar, sous pression, sur la stabilité de leur partenariat (...)*

### ▪ Contrats civils

#### - Iran :

- Aseman signe l'accord final pour l'achat de 30 B-737
- Téhéran annonce un deal imminent avec Total

- **Libye :**
  - L'Ambassade de France prospecte pour les entreprises françaises à Zintan

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

---

## Spotlight

### Arabie saoudite

**Salman** s'entretient par téléphone avec le Président Vladimir Poutine : mises en garde russes

**MBN** perd le « Bureau d'investigation » : le *diwan* royal récupère le Procureur général

Série de **nominations** : Sûreté Générale, Aviation civile, *Diwan* royal

### CCG

**Abdullah Ben Zayed** et **Adel al-Jubeir** à Washington : préparer le compromis sur le Qatar

**Theresa May** s'entretient avec **SBA** (Arabie), **HBI** (Bahreïn), et **TBH** (Qatar)

### EAU

**Mohammad Ben Zayed** à l'Élysée : convergence durable

*Alors que le Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson annonçait sa décision d'annuler sa visite au Mexique pour rester à Washington et suivre le dossier de la crise qatarie, à Paris, on confirmait la visite à l'Élysée le 21/06 du Prince héritier d'Abou Dhabi, vice-commandant des Forces armées émiraties cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan.*

*La Présidence française, qui poursuit ses contacts avec les diverses parties concernées par la crise, attend encore aujourd'hui la confirmation de la visite à l'Élysée de l'Emir du Qatar cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani initialement prévue (avant la crise) pour le 06/07. Les apparitions publiques de TBH sont rares depuis la crise, et on ignore, encore aujourd'hui, s'il fera ou non le déplacement à Paris.*

*La visite de MBZ est en soi un double événement : elle revêt une dimension franco-arabe importante, puisque MBZ est l'un des principaux protagonistes de la crise actuelle, et une dimension bilatérale, franco-émiratie, puisque le partenariat entre Paris et Abou Dhabi reste un des plus solides engagements que la France possède actuellement dans la région.*

*A l'occasion de la visite de MBZ à Paris, MESP propose à ses abonnés la (re)lecture d'une série de notes d'analyse publiées sur les relations franco-émiraties au cours des derniers mois et des dernières années, dont :*

[Emirats Arabes Unis - France : convergence durable \(suite\) \[2017\]](#)

[Emirats Arabes Unis - France : convergence durable \[2016\]](#)

[Mohammad Ben Zayed à l'Élysée : le changement, c'est maintenant \[2012\]](#)

## **Jordanie**

Le Roi Abdullah II reçoit Brett McGurk : menaces aux frontières

## **Koweït**

La crise qatarie profite à la popularité de l'Emir Sabah al-Ahmad Al Sabah

## **Liban**

Visite surmédiatisée du chef de l'USCENTCOM : ouverture imminente du front djihadiste ?

## **Libye**

Saïf al-Islam Kadhafi libéré de sa prison de Zintan : quel rôle entre Haftar et Seraj ?

## **Maroc**

Emmanuel Macron en visite officielle au Maroc : Afrique

## **Moyen-Orient**

Qui est Ahlem Gharbi, la conseillère (technique) MOAN de l'Élysée ?

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 3 • 20 juin 2017

---

**Middle East Strategic Perspectives**

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy  
[www.mesp.me](http://www.mesp.me) | [contact@mesp.me](mailto:contact@mesp.me)